



13 décembre 2017

(17-6863)

Page: 1/2

Original: anglais

**FÉDÉRATION DE RUSSIE – MESURES VISANT L'IMPORTATION DE PORCINS  
VIVANTS, DE VIANDE DE PORC ET D'AUTRES PRODUITS DU  
PORC EN PROVENANCE DE L'UNION EUROPÉENNE**

**COMMUNICATION PRÉSENTÉE PAR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE**

La communication ci-après, datée du 8 décembre 2017, a été reçue de la délégation de la Fédération de Russie, qui a demandé qu'elle soit distribuée à l'Organe de règlement des différends (ORD).

---

Le 21 mars 2017, l'Organe de règlement des différends ("ORD") a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, tel qu'il a été modifié par le rapport de l'Organe d'appel, concernant l'affaire *Fédération de Russie – Mesures visant l'importation de porcins vivants, de viande de porc et d'autres produits du porc en provenance de l'Union européenne* (DS475).

Nous rappelons que les organes juridictionnels ont recommandé à la Fédération de Russie de rendre un certain nombre des mesures contestées conformes aux dispositions de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires ("Accord SPS").

Conformément à l'article 21:3 b) du Mémoire d'accord sur le règlement des différends ("Mémoire d'accord"), la Fédération de Russie et l'Union européenne sont convenues du délai raisonnable pour la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD dans le présent différend, qui est arrivé à expiration le 6 décembre 2017.

La Russie souhaite informer l'ORD qu'elle a pris des mesures appropriées pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD dans le présent différend dans le délai raisonnable convenu par les parties. À cette fin, le Service fédéral de surveillance vétérinaire et phytosanitaire ("Rosselkhozadzor") a publié la Directive ("la Lettre") du 5 décembre 2017 n° FS-NV-7/26504 qui vise toutes les mesures jugées incompatibles avec les obligations de la Fédération de Russie dans le cadre de l'OMC dans le présent différend, comme il est indiqué ci-après.

Premièrement, la Russie reprend l'importation de porcins vivants, de viande de porc et d'autres préparations à base de viande de porc crue en provenance de tout le territoire de l'UE et de ses États membres, à l'exclusion des territoires affectés par la PPA. La liste des territoires affectés par la PPA figure dans l'annexe de la Lettre. Par conséquent, la Fédération de Russie a rendu les mesures liées à l'importation des produits en question en provenance de tout le territoire de l'UE (dénommées "interdiction à l'échelle de l'UE") conformes à ses obligations dans le cadre de l'OMC.

Deuxièmement, la Lettre lève les restrictions imposées en 2014 sur les importations des produits en cause en provenance d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne dont le Groupe spécial a constaté qu'elles étaient incompatibles avec certaines obligations dans le cadre de l'OMC, autorisant ces importations sauf en ce qui concerne un certain nombre de territoires administratifs affectés par la PPA indiqués dans l'annexe de la Lettre.

Troisièmement, la Fédération de Russie a pleinement mis en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD concernant l'article 6 de l'Accord SPS en adaptant ses mesures SPS aux caractéristiques sanitaires et phytosanitaires de la région des Membres exportateurs (l'UE et ses États membres). En particulier, comme il est indiqué plus haut, le Rosselkhozadzor a approuvé la

liste des territoires administratifs affectés par la PPA. Les territoires des États membres de l'UE ne figurant pas sur la liste reproduite dans l'annexe de la Lettre sont reconnus aux fins de la régionalisation comme des zones exemptes de PPA. En cas d'évolution de la situation épidémiologique dans les territoires des États membres de l'UE, la liste pourrait être modifiée en conséquence.

Enfin, s'agissant des mesures liées aux produits du porc traités en provenance d'Estonie, de Lituanie, de Lettonie et de Pologne, la Russie les a rendues conformes à ses obligations dans le cadre de l'OMC en autorisant l'importation de ces produits en provenance des territoires des États membres de l'UE affectés par la PPA à condition que les prescriptions du chapitre 15.1 du Code de l'OIE soient pleinement respectées. Ces prescriptions sont spécifiées dans l'annexe de la Lettre.

En outre, à des fins de transparence, la Russie a informé l'UE et d'autres Membres de l'OMC des mesures qu'elle a prises pour se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD par l'intermédiaire du Système de présentation des notifications SPS de l'OMC. La Lettre a été remise à l'autorité compétente de l'UE.

Par conséquent, ayant pris les mesures susmentionnées, la Russie a pleinement mis en œuvre les décisions et recommandations de l'ORD dans le présent différend, comme l'exige l'article 19:1 du Mémorandum d'accord.

---